

Peut-on être républicain si on n'est pas de gauche ?

Longtemps j'ai cru que la République était de gauche parce que sociale, longtemps j'ai cru que les gens de droite, les partisans du capitalisme, qui se disaient républicains, usurpaient le titre ... Et puis, ces dernières années et, surtout, ces derniers mois m'ont poussée à me remettre en question et à cesser de jouer, comme tous ces « gens de gauche qui veulent donner des leçons », les idiots utiles.

J'ai, d'abord, été atterrée par le spectacle pitoyable de la « gauche », de moins en moins républicaine, j'ai, ensuite, admiré l'étoile montante Nicolas Dupont -Aignan et j'ai, enfin, apprécié nos élections municipales, qui échappent, peu ou prou, au manichéisme traditionnel, pour le grand bonheur de nos concitoyens.

Beaucoup confondent république et démocratie : une République serait un Etat doté d'une constitution qui aurait des représentants élus, par opposition à la monarchie ou à la théocratie. On ne saurait accepter cette définition qui ouvre la porte à tous les excès, comme en témoignent la République française sous Pétain, les Républiques démocratiques des ex-pays de l'Est ou la République islamique iranienne.

Comment, alors, définir la République ?

En revenant aux sources : étymologiquement, « respublica » signifie « la chose publique », ce qui sous-entend qu'elle doit servir le bien commun et non des intérêts particuliers ou privés. Etymologiquement, la République serait donc sociale, laïque et hostile au capitalisme et au libéralisme.

Les choses sont simples... mais l'analyse implacable : il n'y aurait, à gauche, qu'un seul parti républicain, le MRC de Jean-Pierre Chevènement ; en effet, que dire de l'extrême gauche et des Verts, rejoints en cela récemment par le Parti Communiste, qui refusent le capitalisme et le libéralisme mais sont favorables au communautarisme et revendiquent des droits

spécifiques pour les minorités, bien éloignés du bien commun ? Que dire du Parti Socialiste (dans son courant majoritaire) et du PRG qui ont permis comme un seul homme la ratification du Traité de Lisbonne, qui consacre la prédominance du marché et les intérêts des multinationales, c'est-à-dire du privé ?

Que dire de ces élus de gauche ou de droite, de l'UMPS, qui financent des mosquées avec l'argent des contribuables ou qui autorisent des horaires réservés aux femmes dans les piscines ?

Quant au Modem, au Nouveau Centre ou l'UMP, ils défendent tous, plus ou moins, eux aussi, une Europe fédérale et libérale, la Charte des droits fondamentaux du Traité de Lisbonne et/ou celle des langues minoritaires.

Il me semble que le fer de lance de la République est, symboliquement, la laïcité, parce que cette valeur requiert toutes les autres : égalité, liberté et fraternité n'ont jamais fait bon ménage avec les religions, qu'elles soient d'Etat ou pas ; aucune religion (à part peut-être le bouddhisme) ne permet la liberté de conscience, de parole et d'action, l'égalité des sexes et encore moins la liberté des femmes de disposer de leurs corps.

On rappellera à l'occasion que seize députés ont eu le courage de critiquer, en octobre 2006, le rapport de la commission Machelon qui avait reçu la mission de « toiletter » la loi de 1905 pour prendre en compte l'évolution de la société et, notamment, la place de l'islam. Ils s'étaient engagés sans ambiguïté pour le maintien en l'état de la loi de 1905. Seize braves.

Seize républicains, hélas fort peu représentatifs de leurs partis respectifs. 4 du P.S., 4 de l'UMP, 4 du P.C ou apparentés, 4 de l'UDF qui ont clairement écrit : « Si elles devaient être suivies d'effet, ces recommandations saperaient les fondements de la loi de 1905 notamment en introduisant le financement public sans plafonnement des lieux de culte et la banalisation des associations cultuelles ».

Alors comment ne pas fustiger le sectarisme de tous ceux qui, même engagés dans des associations laïques – c'est un comble

!-, considèrent que République et laïcité sont les chasses gardées de la gauche. Ça a peut-être été vrai, il y a longtemps... mais nos élus de gauche nous prouvent, chaque jour, que le fossé s'agrandit entre gauche et laïcité.

Il va donc bien falloir aller chercher ailleurs les républicains qui existent encore, il va donc bien falloir jeter des ponts entre « la gauche » et « la droite » pour unir les quelques défenseurs de Marianne qui subsistent, et nous saluons ceux qui, comme Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Pierre Chevènement, ont accepté de faire un meeting commun avec Nicolas Dupont-Aignan, pour défendre leur conception, républicaine, de l'Europe.

En effet, il va bien falloir admettre que les partis républicains sont ceux qui respectent la règle d'or soulignée plus haut. Il va donc falloir admettre qu'un parti de droite, qui défend la laïcité, qui se bat pour la souveraineté populaire et le respect des principes de notre constitution peut être républicain, même s'il accepte et favorise le capitalisme, pour peu qu'il considère que celui-ci peut être un outil qui, maîtrisé, encadré, régulé, peut apporter emploi, bien-être, croissance et garantie des acquis sociaux.

C'est impossible à droite, me direz-vous ?

Pas sûr, les discours de Nicolas-Dupont-Aignan, fondateur de « Debout la République », témoignent d'un engagement citoyen et d'un souci de la souveraineté nationale, du bien commun et de la laïcité bien républicains.

On en jugera à ces quelques extraits tirés d'un certain nombre de ses discours :

Intervention à la tribune de l'Assemblée, lors du débat parlementaire sur le « Grenelle de l'environnement » (1)

– « [On pourrait] réparer la politique de Gribouille de la cession au privé de nos sociétés d'autoroute qui, faut-il le rappeler, prive la collectivité des 20 milliards d'euros pour financer les infrastructures nécessaires de ces vingt prochaines années ».

– « La France devra ainsi avoir le courage de dire son fait à la Commission de Bruxelles qui veut imposer les OGM dans nos

assiettes. Soit dit en passant, l'exemple des OGM doit nous alerter sur le danger du traité européen simplifié, qui aggraverait encore cette fuite en avant irresponsable dans le fédéralisme européen. »

– « Nécessité évidente pour la sauvegarde de la planète, la régulation environnementale de l'économie mondiale pourrait constituer un sas vers la non moins nécessaire régulation économique et sociale de cette mondialisation-clochardisation déloyale, qui nous entraîne irrémédiablement sur la pente de la dépendance, de l'appauvrissement et de la régression tous azimuts. »

– « La lutte pour la sauvegarde de la planète pourrait bel et bien être une étape indispensable à un autre combat, non moins nécessaire mais hélas oublié en ces temps de retour à l'état de nature pour cause d'hyper-capitalisme sans foi ni loi : le combat pour le Progrès, matériel et moral, du genre humain. »

Intervention à l'Assemblée le 7 février , pour déposer une motion d'ajournement au Traité de Lisbonne (2) :

– « Vous nous dites : l'Europe était dans l'impasse. Mais de quelle Europe nous parlez-vous ? Celle porteuse de paix et de progrès, celle des coopérations qui ont fait leur preuve, ou celle des oligarchies hors-sol qui dans un second temps a usurpé et dénaturé le beau projet européen »

– « La bonne Europe qui marche ou la mauvaise qui a été kidnappée par les bureaucrates de Bruxelles, les banquiers de Francfort et les juges de Luxembourg... »

– « En effet vous nous dites, à cours d'argument, que le peuple n'est pas capable de trancher cette question. A défaut de pouvoir le convaincre, vous le supprimez ! Mais avec ce type de raisonnement vous pouvez aller très loin, jusqu'au suffrage censitaire. 157 ans après vous ressuscitez l'esprit d'Adolphe Thiers qui voulait dépouiller la « vile multitude » du droit de vote. »

– « [L'Europe du Traité de Lisbonne, c'est] l'abandon implicite et programmé de notre « logiciel » républicain sous l'empire de la Charte des droits fondamentaux. La perte d'indépendance de notre politique étrangère et de défense. La

fin de l'égalité des droits de vote avec notre partenaire, l'Allemagne. »

– « Sans réorientation en profondeur de l'Union européenne, il n'y aura pas de redressement national. Car, vous le savez, il ne peut pas y avoir de vraies réformes intérieures sans une croissance minimum et donc sans amorcer la pompe par des déficits provisoires. »

– « Que direz-vous quand une majorité de nations nous expliquera que l'effondrement démographique du cœur de l'Europe exige une nouvelle immigration de peuplement alors que notre France, elle, n'en a pas besoin ! Que direz-vous quand à la veille d'un conflit au Moyen-Orient, la France devra avant de s'exprimer au Conseil de Sécurité, passer un oral devant le Conseil des Ministres ? Que direz-vous quand un juge donnera raison aux indépendantistes corses sur tel ou tel point, en vertu de la Charte des droits fondamentaux ? Il faut changer ce qu'elles nous proposent direz-vous ? Naïveté ! Ce sont les modalités de décision et les pertes de souveraineté qui condamnent la société que nous voulons...

Posons-nous par exemple cette question simple : pourquoi Airbus, qui produit 400 avions de ligne par an et ajoute chaque année des centaines d'appareil à son carnet de commande, est en train de délocaliser sa propre production et celle de ses sous-traitants ? Parce que, pour la pensée européiste qui nous gouverne, nous ne sommes pas jamais assez « adaptés » à un marché qui dicte tout et dont il est soi-disant interdit de corriger les dérives ! »

Enfin, toute la fin de son discours du 7 février, quand il énumère les conséquences funestes pour la République du Traité de Lisbonne, est un hymne au capitalisme maîtrisé par l'Etat, à l'égalité, la liberté, la fraternité et la laïcité qui fondent notre « vivre ensemble » depuis 1789 :

□ « Mise en œuvre de la Charte des droits fondamentaux pour conforter les communautarismes et les minorités nationales. Songez que la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, affichée dans chacune de nos écoles élémentaires, sera ainsi rendue obsolète par cette Charte sans âme ni racine ! Que

dirons-nous à nos enfants, aux futurs citoyens, que ce texte a une vocation purement décorative ? !

□ Abandon de l'exception linguistique et culturelle, c'est désormais la Cour de Justice qui dira si oui ou non un accord à l'OMC constitue une menace et autorisera ou non la France à user d'un droit de veto.

□ Politique migratoire communautarisée, au risque d'attirer en France une immigration de peuplement dont nous n'avons pas besoin.

□ Disparition après 2010 des tarifs réglementés de l'énergie.

□ Mise en place de services économiques d'intérêt général à la majorité qualifiée, qui va détruire tous les services publics à la française.

□ Accélération de la remise en cause du monopole de l'assurance maladie, créant une santé à deux vitesses : l'une pour les riches et les bien-portants d'un côté, l'autre pour les pauvres et les malades de l'autre.

□ Mise en minorité sur la PAC et mise au pas définitive de nos territoires ruraux à propos de la fixation des dates d'ouverture de la chasse.

□ Création d'un service diplomatique européen qui va supplanter la diplomatie française.

□ Libéralisation à outrance du secteur des jeux de hasard, dont notre collègue Jacques MYARD pointe les dangers proprement terrifiants dans un excellent rapport.

□ Abandon du sport à la logique du tout-fric, dont on commence à peine à mesurer les ravages dans le football.

□ Otanisation de notre défense sous la tutelle des Etats-Unis »

Quand on lit les discours de Nicolas Dupont-Aignan, on ne voit pas trop ce qui le distingue de ceux de Jean-Pierre Chevènement, et on se demande si le temps n'est pas venu de rassembler les républicains des deux rives, non seulement parce que, face au traité de Lisbonne, comme le dit Nicolas Dupont-Aignan » A mes collègues de l'UMP, je voudrais vous dire que depuis le début, cette histoire n'est pas une histoire de gauche et de droite.

Il n'y a pas un NON de gauche massif et un NON de droite minoritaire » mais parce que dans la Bérézina des partis politiques actuels, la perte de confiance des électeurs dont témoigne le degré d'abstention aux élections, ne peut que nous amener à appeler de nos vœux une alliance de ce type.

Est-ce un hasard si Nicolas Dupont-Aignan a manifesté contre la privatisation de Gaz de France et a été accepté dans ses rangs par la CGT ? Comment ne pas aspirer à voir réunis des républicains sincères, de Jean-Luc Mélanchon à Nicolas Dupont-Aignan, en passant par Jean-Pierre Chevènement ?

Comment imaginer un instant que, s'ils étaient relayés par les médias qui seraient, pour une fois, objectifs, ils ne feraient pas un carton dans les urnes ? Il est évident que les discours de bon sens de ces trois hommes et de leurs partisans ont de multiples points communs et, surtout, qu'ils sont unis par une certitude, partagée par la majorité des Français : il faut lutter, par tous les moyens, contre l'Europe libérale des technocrates, l'OMC et la mondialisation que les technocrates et les lobbies sont en train de bâtir.

D'ailleurs, les élections municipales ne montrent-elles pas à quel point le vote sur étiquette est obsolète ? D'abord, certes, parce que trois de ces partis sont interchangeables comme en témoignent les nombreuses alliances du Modem avec tantôt le P.S tantôt l'UMP mais, surtout, parce que les Français, ça et là, ont su voter pour des gens en qui ils ont confiance et qu'ils admirent individuellement, sans se soucier de leur couleur politique, allant même jusqu'à voter pour des gens qui ne sont pas de leur bord, pour ne pas faire élire un imbécile heureux défendant pourtant les couleurs de leur parti de prédilection...C'est ainsi que l'on a pu voir Bordeaux qui avait voté massivement à gauche pour les présidentielles et les législatives plébisciter Juppé, considéré comme un bon maire !

Enfin, je m'interrogerai ici sur un apparent paradoxe : si on compare les discours d'un Besancenot ou, pire encore, d'un Bové, chouchoutés par les médias, qui ont pu obtenir les parrainages nécessaires pour se présenter à la présidentielle,

avec un discours soi-disant « de gauche » et ceux de Nicolas Dupont-Aignan que l'appareil UMP a empêché de se présenter, dans un silence médiatique d'autant plus étonnant que les tribulations d'un Le Pen en quête de parrainages étaient largement retransmises, on ne peut que s'inquiéter.

D'un côté, le populaire facteur (qui se gargarise de critiques mais ne veut surtout pas être au pouvoir pour appliquer ses idées) et un pantin, qui défendent les petits, les « exploités », les immigrés, les « sans-papiers », les « traditions » religieuses, les intérêts communautaristes, en tapant sur le capital, sur les bourgeois et sur ces nantis de blancs qui ont un travail et un appartement en HLM et qui voudraient dormir le soir sans être dérangés par les bandes d'adolescents qui s'amusent, cassent ou dealent sans vouloir voir que la tolérance absolue et l'internationalisme qu'ils veulent ne protège pas les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés.

De l'autre, quelqu'un d'intègre et d'efficace, qui vient d'être réélu maire, pour la troisième fois, avec près de 80% des suffrages, qui a repris le flambeau du « non » au Traité de Lisbonne et qui se bat, bec et ongles, à l'assemblée pour défendre les valeurs républicaines ... Vous ne trouvez pas ça bizarre ? Vous ne trouvez pas ça injuste ? La collusion des imbéciles ? Non, la collusion des anti-républicains. Le résultat, ni Jean-Pierre Chevènement, ni Nicolas Dupont-Aignan n'ont pu obtenir les parrainages nécessaires, l'un a abandonné très tôt, lucide ou pessimiste, au choix, l'autre s'est battu jusqu'au bout, en vain.

Et ... les Français n'ont pas eu la possibilité de faire un choix authentiquement républicain lors de la dernière présidentielle (à part Schivardi, qui avait un discours plutôt républicain mais qui manque de souffle, de hauteur et de recul et qui n'est pas spécialement bien entouré). Et c'est comme cela qu'on s'est retrouvés avec la nécessité de choisir entre la peste et le choléra au deuxième tour. Et qu'on en a pris pour cinq ans. Et qu'on en prendra encore pour cinq de plus si les Français ne réagissent pas et ne rejoignent pas,

massivement, les partis des républicains authentiques, de droite ou de gauche.

Christine Tasin

<http://christinetasin.over-blog.fr>

(1)

[<http://www.debout-la-republique.fr/Monsieur-le-Ministre-de-l.html>-><http://www.debout-la-republique.fr/Monsieur-le-Ministre-de-l.html>]

(

2)

[<http://www.debout-la-republique.fr/Ratification-du-traite-de-Lisbonne.html> ou en vidéo :

<http://www.ndatv.info/article-70-traite-de-lisbonne-motion-d-a-journement.html>]